

Trump et Los Angeles, c'est le monde qui change de base

L'issue en est le fascisme ou une nouvelle révolution d'Octobre

La fin de l'année et le début de la suivante marquent le temps des bilans et perspectives. Peu importe que l'année 2024 ait été la plus chaude depuis l'ère industrielle avec une augmentation dépassant pour la première fois le mythique 1.5°C plafond fixé par la COP de Paris... pour 2100. Contrairement aux racontars des grands médias, non seulement les émanations de CO2 continuent-elles de croître, loin de tendre vers un plafonnement elles croissent à un taux croissant comme l'indique l'étalon mondial en la matière, [l'observatoire de Mauna Loa](#), l'année 2023, la dernière mesurée, établissant un record annuel. Le feu de Los Angeles s'en prenant à une bonne proportion de petits châteaux de riches à deux pas de la fabuleuse Hollywood ébranlera-t-il l'aveuglement volontaire du nouveau président étatsunien à la veille de son inauguration ? Une dialectique action-réaction pourrait entraîner la résistance au trumpisme vers une société solidaire de décroissance matérielle comme la Première guerre mondiale a mené à la révolution d'Octobre.

À quelques génocides près, « tout va très bien Madame la marquise »

Du point de vue capitaliste, à quelques génocides près, c'est plutôt « tout va très bien madame la marquise » comme en témoignent les indicateurs suprêmes de l'humeur capitaliste soit [les cotes de la bourse](#), spécialement celles des ÉU qui en 2024 ont grimpé de [près de 25%](#)... mais qui baissent depuis lors. Ce qui ne signifie

pas que les stratèges capitalistes n'ont pas quelques craintes. Pour le dire à la manière suave du [Directeur général de la Banque des règlements internationaux](#) :

J'ai décrit aujourd'hui quatre risques interdépendants qui méritent d'être observés de manière continue. (1) Nous ne pouvons pas être sûrs que les taux réels reviendront aux niveaux qu'ils avaient avant la pandémie. (2) La politique budgétaire pourrait ne pas être restreinte autant qu'il le faudrait pour rétablir la stabilité financière. (3) La tendance de la productivité est inquiétante, impliquant un côté de l'offre de l'économie qui n'est pas particulièrement favorable à une inflation modérée et à une croissance robuste de la production. Et (4) une plus grande volatilité des marchés et le potentiel de retombées négatives sur d'autres marchés et intermédiaires financiers, pourrait être une caractéristique permanente du paysage.

Précisons. (1) Les taux d'intérêt resteront plus élevés qu'avant la pandémie afin de juguler les tendances inflationnistes qui se maintiendront particulièrement pour l'alimentation et le logement... pour lequel l'outil de contrôle fait paradoxalement parti du problème. Et surtout — impossible de le dire publiquement car il y a trop de monde qui écoute — des taux d'intérêt élevé sont nécessaires pour favoriser une augmentation d'un taux de chômage jugé trop favorable aux luttes anti-inflationnistes du monde du travail qui pointent le nez notamment aux ÉU mais pas seulement.

(2) La laxiste politique fiscale et budgétaire des gouvernements va à l'encontre d'une politique monétaire très prudente ce qui impose le retour à une politique fiscale d'austérité. Cette « *stabilité financière* » est un indispensable garant pour que des gouvernements aux abois n'aient pas la tentation de recourir à la « planche à billets » à la mode turque ou argentine — d'où l'admiration capitaliste envers le libertaire président argentin — pour noyer dans la super-inflation leur dette publique.

(3) La [hausse de la productivité](#) fout le camp sauf aux ÉU. Le Saint-Graal permettant de résoudre ce problème fondamental pour assurer la prospérité capitaliste résiderait dans la recherche-développement (R-D). Elle est au pinacle aux ÉU, spécialement dans la haute technologie qui a remplacé l'automobile comme fer de lance de la R-D, avec un taux d'investissement à l'avenant. Ailleurs, dans les pays du vieil impérialisme, c'est la débâcle. Le niveau de productivité des trois plus grands pays de l'UE a repassé sous celui des ÉU. « *La productivité du travail au Canada s'est contractée pendant 14 des 16 derniers trimestres* ». La priorité des

priorités fiscale et budgétaire des gouvernements devrait être la R-D à commencer par le soutien des grandes entreprises... et au diable les politiques sociales.

(4) Quant à cette mystérieuse volatilité des marchés, elle est un euphémisme pour écarter les vérités trop brutales des guerres géostratégiques, des catastrophes écologiques et de la crise de la démocratie représentative qui pourraient, si elles débordent, tout foutre en l'air. L'acceptation résignée de leur permanence signifie l'incapacité capitaliste d'en venir à bout et l'espoir fou de leur confinement à perpétuité. Les génocides et autres crimes de guerre et contre l'humanité ne sauraient déranger la plutocratie en autant qu'ils demeurent le lot de quelques peuples marginaux n'ébranlant pas l'équilibre général. Est-ce cette confiance en l'avenir que reflète le [cour de l'or qui atteint des sommets](#) et les taux d'intérêt de dix ans à la hausse ?

Quand la Bourse va, tout va... pour le 1% et pour les États-Unis

Au sommet de la pyramide, certaines transnationales dont les profits proviennent essentiellement de la performance de la Bourse, baignent dans un [béat optimisme](#). « *BlackRock, le plus grand fonds d'investissement au monde, dans ses prévisions pour 2025, estime que "les cycles d'expansion et de ralentissement du capitalisme sont terminés"* », l'intelligence artificielle (IA) y étant pour beaucoup. Sauf que « [jusqu'à présent, \[l'IA\] n'a eu que peu d'impact sur l'économie mondiale. Il faut s'attendre à ce que cette énigme persiste en 2025.](#) » Non seulement son apport à la productivité est-il douteux mais surtout elle est une [ogresse énergétique](#). « *Au cours des deux prochaines années, la consommation mondiale d'électricité des centres de données pourrait plus que doubler par rapport à son niveau de 2022, pour atteindre 1 000 térawattheures en 2026, soit l'équivalent de la consommation d'électricité du Japon.* » ou encore entre 5 et 6% de la demande d'électricité des EU et de l'UE et près de 3% pour la Chine.

Les institutions financières internationales (IFI) [sont plus réservées](#). « *...le FMI s'attend à ce que la croissance économique mondiale se maintienne à environ 3,2% cette année. Ce taux de croissance est le plus faible depuis des décennies et "les risques de détérioration augmentent et dominent les perspectives"*. » Sur la base d'une perspective mondiale elles font ressortir la modicité de la croissance étatsunienne par rapport à celles du « Sud » même si elle reste supérieure à celles des autres pays du vieil impérialisme :

Toujours selon Michael Roberts, « si l'on se réfère au PIB par personne, même les États-Unis, l'économie la plus performante du G7, n'ont pas obtenu de bons résultats, tandis que les autres ont au mieux stagné. La raison n'en est pas l'augmentation de la population par les naissances et les décès, mais l'immigration nette. L'immigration a stimulé la main-d'œuvre et la production nationale en 2024 aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Australie et au Canada. La longue dépression qui a débuté après la Grande récession de 2008-9 a repris après la pandémie de 2020 et s'est poursuivie en 2024. »

Selon la Banque mondiale citée par Roberts, « [l]a pandémie de COVID-19 a fortement alourdi le fardeau de la dette de tous les pays en développement, et la flambée des taux d'intérêt mondiaux qui s'en est suivie [et qui ne redescendront pas à leur niveau pré-pandémique, NDLR] a rendu plus difficile le rétablissement de la situation pour bon nombre d'entre eux. » Si les ÉU ne sont pas lestés par un tel fardeau de leur dette externe, leur relative prospérité par rapport aux autres pays du vieil impérialisme n'irrigue pas leur peuple-travailleur pour autant. « Les États-Unis sont le pays le plus inégalitaire de l'OCDE, avec 21 % du revenu national allant aux 1% les plus riches, soit autant qu'au Mexique (21 %) et un peu plus qu'en Afrique du Sud (19 %). » Ce sont ces perdants de la croissance qui soutiennent Trump.

Quant aux salaires, « [l]'Organisation internationale du travail (OIT) a constaté qu'en 2024, la plupart des travailleur-euse-s ont subi une réduction ou une absence d'amélioration de leur salaire après prise en compte de l'inflation, et il est peu probable que la situation s'améliore beaucoup en 2025. Les salaires réels restent inférieurs à leur niveau d'avant la pandémie dans de nombreuses régions du monde. Et l'écart de rémunération entre les travailleurs les mieux et les moins bien payés du monde reste important. » Les salaires réels, par rapport à 2019, baissaient

en Allemagne, en France, en Italie et au Royaume-Uni, ainsi qu'au Japon et en Corée du Sud et croissaient à peine aux États-Unis... et un peu plus au Canada. Mais ils augmentaient de plus du quart en Chine dont cependant l'économie, engluée dans [la crise immobilière](#) et [au gouvernement surendetté](#), est sur le bord de la dépression comme en témoigne, contrairement au restant du monde, [son taux d'inflation quasi nul](#).

Les soulèvements ne manquent pas mais leur orientation fait problème

Somme toute, les grands décideurs de ce monde sont pris entre le marteau et l'enclume tout en évitant de regarder le fond du gouffre à leurs pieds tapissé d'une possible troisième guerre mondiale entremêlée d'une fuite en avant vers la terre-étuve dégarinée de sa biodiversité... et alimentée par la croissance inhérente au capitalisme. Les préoccupations capitalistes sont ailleurs. Comment assurer un « soft landing » en pleine onde longue dépressive qui pourrait virer au chaos tout en serrant la vis suffisamment au prolétariat et aux peuples pour les garder dans une précarité qui démobilise ? Ce sont aux États-Unis, les relativement plus prospères des pays du vieil impérialisme, qui réunissent [les meilleures conditions pour la lutte ouvrière](#) au sein du monde dit développé :

Les syndicats américains ont connu une année exceptionnelle. En novembre, 33 000 machinistes ont regagné leur poste chez Boeing après avoir obtenu une augmentation de salaire de 38 % sur quatre ans. [...] Un mois auparavant, 47 000 dockers avaient débrayé pendant trois jours dans certains des ports les plus fréquentés du pays. Le 19 décembre, le syndicat Teamsters a annoncé une grève nationale contre Amazon, juste à temps pour les livraisons de Noël.

Selon le Bureau des statistiques du travail, 29 arrêts de travail impliquant chacun plus de 1 000 salariés ont débuté entre janvier et novembre (le total en 2023 était de 33, soit le plus grand nombre depuis 2000). Le National Labor Relations Board (NLRB), l'agence fédérale chargée de résoudre les conflits du travail, indique que les pétitions visant à organiser un vote pour se syndiquer sont en hausse de plus d'un quart par rapport à l'année dernière. [...]

Malgré — ou peut-être à cause de — toutes ces actions, la cote d'approbation des syndicats est à son plus haut niveau depuis les années 1960, selon les sondages de Gallup. [...] Les dockers américains testent déjà la force de la rhétorique pro-ouvrière de M. Trump. La grève portuaire [de tous les ports de l'Est des États-Unis] a été interrompue en octobre lorsque les travailleurs ont accepté une augmentation de salaire de plus de 60 %. Mais les syndicats et les opérateurs portuaires sont

toujours à couteaux tirés sur la question de l'automatisation, alors que la date limite pour trouver un accord est fixée au 15 janvier.

S'il y a peu de signes d'espoir émanant des pays émergents, [quoique le recul électoral inattendu du BJP indien](#) est à signaler, plusieurs pays dépendants ont secoué en 2024 des jugs de longues dates. On pense d'abord au renversement rapide et surprenant de la féroce dictature [des Assad en Syrie](#) mais aussi à celui tout aussi rapide et surprenant [de celle de facto au Bangladesh](#) et au balayage électoral d'un marginal [parti se réclamant de l'extrême-gauche au Sri Lanka](#). Citons aussi le renversement populaire du coup d'État du président sud-coréen mais qui réussit à résister à son arrestation. On pense moins à l'actuel [soulèvement populaire au Mozambique](#). Il ne faut pas cependant s'illusionner en imaginant que ces étincelles d'espoir renverseront le rapport de forces au détriment de l'ascendance d'une droite de plus en plus extrême.

En Syrie la joie exubérante de la délivrance ne saurait masquer [l'islamisme néolibéral de l'organisation conquérante](#) qui ne promet des élections qu'au bout de quatre ans. Au Bangladesh, le nouveau chef de gouvernement dont la popularité auprès de la masse étudiante, fer de lance du renversement de la dictature, est dû à son prix Nobel [pour la mise au point du microcrédit](#) qui a permis la pénétration de la financiarisation néolibérale chez la masse des pauvres, surtout des femmes. Au Sri Lanka, le nouveau gouvernement n'a pas attendu longtemps [pour commencer à tergiverser](#). En Corée du Sud, des centaines de milliers de manifestant-e-s ont bloqué la tentative de coup d'État sans qu'émerge une alternative même de centre-gauche. Il n'en reste pas moins que ce sont de larges mouvements de masse qui ont porté au gouvernement des nouvelles directions y compris au Sri Lanka dont l'étonnante inversion électorale découle du [soulèvement populaire de 2022](#).

Depuis 2011, sous l'effet de la Grande dépression de 2008, sans doute inaugurant [la phase récessive d'une onde longue](#), et des guerres échouées des États-Unis au Moyen-Orient, l'action spontanée des peuples par la participation prolongée de millions de personnes est au rendez-vous. De la Tunisie à la Birmanie/Myanmar en passant l'Égypte, la Syrie, le Yémen puis l'Algérie et le Soudan, et jusqu'à un certain point l'Espagne et la Grèce, même le Chili. Ce qui manque terriblement, c'est une direction politique révolutionnaire crédible qu'a varloqué le duo réformiste social-démocrate / stalinien du XXe siècle et leurs avatars du XXIe siècle.

Le parti ou son équivalent, certes, ne fait jamais une révolution. C'est la masse prolétarienne et populaire qui la fait. Mais sans un parti-guide, parfois à la traîne d'événements qui le bousculent, ces soulèvements n'aboutissent pas. Ceci dit, un parti imparfait parce que trop sous influence stalinienne, tel le PC chinois ou Mouvement du 26 juillet cubain, ont été en mesure de guider une révolution réussie pour ensuite s'enliser dans le piège du parti-État unique suscitant une bureaucratie dirigeante susceptible de contre-révolution capitaliste. Contre-exemple pour la jeunesse qui, prenant en grippe les organisations centralisées ayant balancé par-dessus bord le centralisme démocratique pour celui bureaucratique, succombe au stérile horizontalisme au perpétuel recommencement, sans mémoire historique, et souvent recelant un effectif noyau dirigeant non élu et sans obligation de reddition de compte.

Le faux espoir chinois, faux socialisme, fer de lance de l'alternative multipolaire

L'échec jusqu'ici des grands soulèvements contemporains de la Grande récession malgré leur grand nombre et le cul-de-sac apparent des plus récents sont de fortes incitations à rechercher des alternatives du côté des rivaux de l'impérialisme étatsunien, celui-ci étant identifié comme équivalent de l'impérialisme tout court ou du moins comme le pire d'entre eux en termes de barbarie. Sans nécessairement tomber ni dans le caricatural campisme géostratégique ignorant le peuple-travailleur de l'ennemi-de-mon-ennemi-est-mon-ami ni dans la paralysie de l'impuissant pacifisme moralisateur rejetant dos-à-dos les protagonistes d'un conflit, la tentation est d'autant plus grande que le chef de file des rivaux des ÉU se prétend socialiste et qu'il connaît un certain succès économique. À condition de ne pas tenir compte de pénibles conditions de travail et d'un haut taux de chômage de la jeunesse, de la persécution des minorités nationales, en particulier des Ouïgours musulmans pour lesquels cette persécution frise le génocide culturel, et la répression tous azimuts dont l'écrasement du mouvement démocratique de Hong Kong est le pinacle.

À différents niveaux et à différents degrés, une grande partie de la gauche est tombée dans ce piège. Pour un des plus lucides d'entre eux, selon l'intelligence artificielle d'Adobe qui résume [un de ses textes clefs sur le sujet](#), « *[L]a Chine est décrite comme une économie en "transition piégée" car elle manque de formes significatives de démocratie ouvrière et est entourée par des forces impérialistes qui cherchent à l'étrangler.* » Pour l'auteur, la Chine possède certaines caractéristiques socialistes parce qu'elle a « *introduit certains éléments de transition vers le socialisme,*

comme la nationalisation des entreprises industrielles et des terres, et la planification étatique de l'économie. »

L'entreprise étatique Hydro-Québec avec son Plan d'action 2035 est-elle un pas vers le socialisme québécois ? Comme pour la (petite)-bourgeoisie québécoise se tailladant une place au sein de la bourgeoisie canadienne, mais à un tout autre niveau, [la bureaucratie d'État embourgeoisée](#) de Chine s'appuie sur ses entreprises étatiques léguées par la révolution de 1949 pour tenir tête à l'hégémon étatsunien, ce qui lui permet d'atténuer le cycle économique. Il est vrai, cependant, que « l'échange inégal » au sein du commerce mondial se fait au net [au détriment de la Chine](#), ce pour quoi la Chine capitaliste [n'est pas un impérialisme abouti mais émergent](#) tant par rapport à son économie contrastée mêlant tiers-monde et haute technologie, son niveau de vie moyen relativement bas et sa force militaire bien moindre que celle des ÉU..

Pas plus que pour la bourgeoisie québécoise émergente, mais passablement bloquée, l'impérialisme émergent chinois ne saurait être un allié du peuple-travailleur. En fait leur agressivité « d'underdog » peut les rendre encore plus durs envers lui que les bourgeoisie hégémoniques aux marges de manœuvres plus grandes et en mesure de débaucher des alliés subordonnés pour faire la sale besogne. Pendant que l'allié russe de la Chine commet un génocide « slow motion » en Ukraine et la Chine un culturel au Xinyang, les ÉU se satisfont d'armer leur allié sioniste, tout en prétendant le restreindre, pour accomplir son génocide-nettoyage-ethnique à Gaza. Mais il faudrait se remémorer la barbarie de l'armée étatsunienne en Irak et en Afghanistan. Toutes choses étant égales par ailleurs, il y a un parallèle à faire avec le PQ de René Lévesque qui [en 1982 a imposé un recul salarial et de leurs pensions](#) à la fonction publique et parapublique québécoise, ce que n'a osé aucun autre gouvernement provincial canadien. La multipolarité impérialiste n'implique aucun « moins pire ».

Trump marque la fin de l'ère néolibérale : vers le fascisme ou l'écossocialisme ?

Tel est l'état du monde pour faire face à une multipolarité d'extrême-droite tous azimuts depuis la victoire de Trump, des ÉU à la Chine de Xi en passant par la Russie de Poutine et l'Inde de Modi et à laquelle [le Brésil n'échappera peut-être plus](#). Trump en est [le fer de lance](#) : « *La puissance économique et militaire de l'Amérique signifie que Trump pourrait non seulement refaire l'Amérique, mais aussi transformer le monde.* » La menace contre le peuple travailleur des ÉU et du monde s'annonce un cauchemar :

La nouvelle année ramène Donald J. Trump à la présidence le 20 janvier, avec la promesse de prendre des mesures rapides pour expulser les immigrants sans papiers, de "réparer l'économie" et de changer fondamentalement le gouvernement. M. Trump est en mesure de faire une grande partie de ce qu'il veut, car il contrôle non seulement la présidence, mais aussi les majorités républicaines au Sénat et à la Chambre des représentants, ainsi qu'une Cour suprême bienveillante. Avec un cabinet et des

conseillers milliardaires, avec ses manières dictatoriales et un énorme soutien populaire, nous semblons nous diriger vers une ploutocratie autoritaire, et certains craignent qu'il ne s'agisse d'un fascisme.

[...] Sur le plan intérieur, M. Trump promet de maintenir les réductions d'impôt sur les sociétés qu'il a mises en œuvre avec le Congrès en 2017. Malgré ces réductions d'impôts, il a promis de protéger les programmes de protection sociale les plus importants des États-Unis, à savoir la sécurité sociale, Medicare et Medicaid, mais de nombreux Républicains veulent réduire ces programmes de manière drastique. Trump veut transformer le ministère de la Justice, dont l'indépendance et l'impartialité sont théoriques, en son arme contre ceux qu'il appelle "l'ennemi intérieur".

On peut s'attendre à ce que le Congrès républicain réduise les programmes de logement et d'éducation. Et s'il est confirmé par le Sénat, le chef du département de la santé et des services sociaux sera Robert F. Kennedy, qui affirme qu'« il n'y a pas de vaccin sûr », ce qui pourrait nuire à la santé publique. L'IA (intelligence artificielle) a déjà commencé à transformer toutes les formes de travail, les systèmes économiques, la surveillance et le renseignement, mais Trump n'a pas de programme clair pour faire face à ces nouveaux développements.

Plus dangereux encore pour tout le monde en Amérique et dans le monde, Trump va défaire le Green New Deal incarné par la loi sur la réduction de l'inflation du président Joe Biden et, comme le suggère son slogan "Drill, baby, drill", encourager l'expansion de la production de pétrole, aggravant ainsi la crise climatique mondiale. [...]

Sur le plan de la politique internationale, M. Trump - comme M. Biden - entrevoit une compétition avec la Chine pour la domination du monde, une compétition fondamentalement économique, mais avec des tensions croissantes qui laissent présager un conflit militaire sur la mer de Chine méridionale ou Taïwan. Il a choisi le sénateur Marco Rubio, un fervent critique et opposant de la Chine, comme secrétaire d'État. Trump a promis d'imposer d'énormes droits de douane sur les produits chinois et n'est pas opposé à une guerre commerciale, même si celle-ci pourrait perturber le système économique mondial.

Sur d'autres questions internationales, M. Trump a promis de mettre fin à la guerre de la Russie contre l'Ukraine. Il a déclaré qu'il réduirait l'aide à l'Ukraine, ce qui pourrait obliger l'Ukraine à signer un traité dans lequel elle devrait céder environ 20 % de son territoire - une victoire pour le président russe Vladimir Poutine. M. Trump appelle également à mettre fin à la guerre entre Israël et Gaza « par tous les moyens possibles », bien qu'il soit en fait un fervent partisan de M. Netanyahu, à qui il a dit en octobre : « Faites ce que vous avez à faire » pour mettre fin à la guerre. Trump soutiendra les guerres et les acquisitions de terres d'Israël en Cisjordanie, au Liban et en Syrie, et appuiera ses attaques contre le Yémen et même l'Iran.

TOUT COMME LES ÉTATS-PROVIDENCE KEYNÉSIENS DE L'APRÈS-GUERRE ONT ÉTÉ TRANSFORMÉS PAR RONALD REAGAN ET MARGARET THATCHER ALORS QUE NOUS ENTRIONS DANS L'ÈRE DE LA MONDIALISATION NÉOLIBÉRALE, CETTE ÈRE S'ACHÈVE ELLE AUSSI, MÊME SI LA DIRECTION QUE PREND LE MONDE RESTE INCERTAINE. VERS LA BARBARIE FASCISTE OU YA-T-IL ENCORE DE L'ESPOIR POUR LA DÉMOCRATIE ET LE SOCIALISME ? [Je souligne]

L'aile Musk-fasciste mondialiste supplantera celle conservatrice du trumpisme

Le Canada et le Québec seront vraisemblablement frappés de plein fouet [par la politique tarifaire](#) de la présidence Trump :

Alors que la combinaison toxique de la cupidité et de l'idéologie de la droite dure alimente la campagne de réduction des impôts et des programmes, des mesures plus extrêmes menacent de déstabiliser l'ensemble du projet. D'emblée, les plus grandes « inconnues » économiques et financières comprennent l'étendue et les conséquences des droits de douane promis par Trump sur « toutes les importations ».

On suppose que des professionnels compétents en économie ayant accès à Trump pourraient expliquer comment des droits de douane de 25 % menaceraient d'écraser les économies canadienne et mexicaine qui sont inextricablement liées aux États-Unis, sans parler de celles des pays européens et asiatiques, et seraient hautement inflationnistes dans l'économie américaine elle-même.

Parmi les personnes les plus durement touchées dans l'immédiat se trouveraient bon nombre de ces mêmes classes moyennes et ouvrières américaines qui ont voté pour Trump en raison d'un ressentiment lié à l'inflation — une conséquence autodestructrice. Mais en tant que démonstration du type de « force » que Trump adore, les menaces tarifaires pourraient être utilisées pour obtenir les concessions qu'il exige de ses partenaires américains.

La panique règne au sein de l'establishment politique canadien, comme en témoigne la demande, non seulement de la part du parti Libéral au pouvoir, mais aussi du parti Conservateur et du parti de gauche néo-démocrate, au coût d'un milliard de dollars, pour le renforcement du personnel de contrôle aux frontières, de la surveillance et de la technologie des drones. Apparemment, M. Trump demande au Canada de s'attaquer aux « drogues et aux migrants illégaux » qui traversent le territoire américain, MAIS CES QUESTIONS SONT EN FAIT MARGINALES, VOIRE INEXISTANTES. SES OBJECTIFS RÉELS LES PLUS PROBABLES SONT DES CONCESSIONS COMMERCIALES ET AUTRES DE LA PART D'OTTAWA, ET PEUT-ÊTRE DES ACCORDS DISTINCTS AVEC LES PROVINCES CANADIENNES. [Je souligne]

On commence à pleinement réaliser au Canada, comme au Panama et ailleurs en Amérique latine et aux Caraïbes et comme au Danemark comme ailleurs dans l'Union européenne, que Trump ne plaisante pas quand il parle d'annexer le Groenland et le canal panaméen, par des moyens militaires s'il le faut, et le Canada, tout d'un bloc ou en morceaux, par une guerre économique. On commence à comprendre le but réel de sa menace de semer le bordel dans l'économie canadienne par une hausse des tarifs de 25% et par une politique anti-immigration au centuple qui précipitera nombre de personnes racisées sans permis de séjour vers le nord à travers une frontière très perméable.

À Hitler, il a fallu plusieurs années pour reconstruire la force économique et militaire de l'Allemagne. Rien de tel pour les ÉU dont l'aile extrême-droite de sa bourgeoisie veut arrêter net son affaiblissement géopolitique non seulement par un affrontement direct vis-à-vis d'abord la Chine, pour le moment économique, mais aussi en unifiant

politiquement l'Amérique au nord du Rio Bravo/Grande. Si disent les trumpistes, le Canada (et le Groenland) sont au ÉU ce que la Sibérie est à la Russie. Et si la Russie sur la défensive ne respecte pas les frontières internationales (et même la Chine en Mer de Chine méridionale) pourquoi des ÉU sur le déclin le feraient-ils ? Ne doutons pas un instant que [l'aile milliardaire-Musk-fascisme](#) du trumpisme finira par avoir le dessus sur son aile conservatrice-isolationniste-traditionaliste comme celle SS-monopoles hitlérienne a triomphé de celle SA-populiste.

Les défis à la gauche sociale et politique engagent un tournant périr ou vaincre

Il y a là un immense défi interpellant les peuples-travailleurs des ÉU et de l'État canadien. Sont-ils prêts ? On a vu que la lutte syndicale s'aiguise aux ÉU même si on est encore loin du compte d'un rapport de forces pour bloquer Trump et encore moins pour renverser la vapeur. C'est moins reluisant au Canada où 2024 a connu beaucoup moins de journées de grève qu'en 2023, [année record du XXIe siècle](#) essentiellement à cause de la grève du secteur public québécois. À souligner en particulier la répression du gouvernement fédéral Libéral qui [par cinq fois durant l'année](#), à l'encontre des syndicats du rail, de l'aviation, des ports des côtes est et ouest et de la poste, a stoppé net des arrêts de travail « menaçant l'économie canadienne ». Qu'est-ce qui arrivera avec un gouvernement Conservateur qui sera vraisemblablement élu ce printemps suite à la crise politique canadienne qui frappe en plein cœur les Libéraux fédéraux ?

Bien que pour l'instant la pression inflationniste qui a déclenché ce mouvement gréviste se soit atténuée, ce fort interventionnisme fédéral faisant suite à la plus importante grève du secteur public québécois depuis un demi-siècle dénote un nouvel esprit combatif qu'on n'a pas vu depuis les années 1970. Il le faudra tant aux ÉU qu'au Canada et au Québec.

[Aux ÉU](#), « ce qui se prépare est un véritable règne de terreur pour les communautés d'immigrés et de réfugiés. D'emblée, il s'agit d'une crise qui exige une préparation à la résistance à de multiples niveaux. Les organisations d'immigrés et de défense des droits civiques préparent diverses mesures juridiques, politiques et d'asile. [...] La menace qui pèse sur nos mouvements va de la victimisation des communautés d'immigrés à l'attaque des droits des transgenres (que la Cour suprême semble prête à anéantir), en passant par l'accès à l'avortement et la justice raciale, la répression du droit de lire et la paralysie du droit d'organisation des travailleurs, jusqu'au « Projet Esther » - le plan de la Heritage Foundation visant à cibler et à couper le financement à la solidarité avec la Palestine et à toutes les activités de plaidoyer progressistes, qui nous a été présenté par les mêmes auteurs que le Projet 2025. »

Au Canada et au Québec, sans trop savoir ce qui attend le peuple-travailleur même à court terme, inutile de se mettre la tête dans le sable comme l'invite à le faire le Premier ministre québécois avec son attitude zen face au trumpisme. Se dit-il que les ÉU ne voudront pas pénaliser, ou si peu, les exportations extractivistes du Québec jugées indispensables aux ÉU ? Ou que la tactique trumpienne de démantèlement du Canada pourrait passer par une proposition d'indépendance fantoche du Québec ce qui bien sûr n'aurait rien d'une libération nationale ? Après tout, le Premier ministre québécois a déjà été un indépendantiste pur et dur à droite toute. Toutes ses possibilités et bien d'autres commandent que le peuple-travailleur canadien et québécois se dote d'une politique indépendante de celles multiples de la bourgeoisie. Les politiques tarifaire et migratoire des ÉU qui vraisemblablement frapperont rapidement invitent le NPD et Québec solidaire, les candidats en première ligne pour cette tâche, à rapidement se positionner et à mobiliser.

On doute de la capacité du NPD à le faire, trop habitué depuis longtemps sinon depuis toujours à soit s'allier, au niveau fédéral, au principal parti affairiste canadien, soit à prendre la relève de la gouvernance affairiste dans les provinces où il a été et est toujours au gouvernement. Québec solidaire n'a jamais subi l'épreuve d'être au gouvernement malgré ses quasi vingt ans d'existence ni même d'être l'officiel parti de l'opposition... ce qui ne l'a pas empêché de constamment glisser vers le centre pour s'ajuster à une opinion publique fabriquée par les grands médias... ce qui ne l'empêche pas de stagner électoralement s'étant laissé damer le pion par le PQ identitaire. Cependant, malgré maintes tergiversations, il n'a jamais trahi le peuple-travailleur.

Renoncer aux trois piliers du consumérisme et libérer le prolétariat de la Finance

Il reste à sa base à ébranler les colonnes du temple. Pour l'instant, elle reste très majoritairement fidèle à la direction avec une opposition faible et hésitante davantage accrochée au socialisme du XXe siècle des nationalisations tous azimuts qu'à celui du XXIe siècle de la solidaire décroissance matérielle. C'est à ce point que la jeunesse contestataire milite hors de tout lien avec le parti malgré qu'une partie d'entre elle en soit membre. Il faudrait se ressaisir. La conjoncture explosive en donne l'occasion. La nouvelle porte-parole d'origine palestinienne dont la famille a fui la Nakba, pour l'instant seule au gouvernail, se fait la championne de l'indépendance par définition à gauche étant donné l'orientation générale du parti. C'est bien parti. Mais le projet de société et la stratégie manquent d'où la prédominance de la politique à la petite semaine qui n'invite pas à voir la lumière au bout du tunnel.

Pour se délivrer de sa dépendance économique, politique et idéologique envers les ÉU — car c'est de cela qu'il s'agit très immédiatement — le peuple québécois doit rompre

avec la consumériste *American Way of Life* basée sur l'orgie des hydrocarbures sans aller de Charybde en Scylla vers le tout-électrique et tout aussi croissanciste et extractiviste capitalisme vert, par exemple du Plan d'action 2035 d'Hydro-Québec. Ce nouvel extractivisme, loin de se substituer au premier non seulement s'y superpose comme le pétrole vis-à-vis le charbon au XXe siècle mais en dépend afin de construire l'orgie d'installations matérielles encore plus importantes que celles des hydrocarbures étant donné le caractère diffus et aléatoire des énergies renouvelables ou très risqué de celle nucléaire. En plus, l'offensive trumpienne ne donnera pas le temps de prendre notre temps, ce qui aurait été possible si un tournant convainquant avait été pris au moment du Sommet de Rio en 1992, lançant le processus des COP.

C'est maintenant qu'il faut renoncer aux trois piliers du consumérisme que sont le véhicule privé, la maison individuelle et en rangée et l'alimentation carnée. Ce sont eux, soutenus par le capital bancaire, qui piègent le peuple-travailleur dans le dilemme fin du mois versus fin du monde. Ce sont eux, soutenus par le capital financier, qui permettent la domination des monopoles du complexe auto-pétrole et de l'agro-industrie et de plus en plus des GAFAM s'invitant à la macabre noce y introduisant le tout-électrique qui est aussi tout-électronique. Il faut y ajouter leurs réseaux sociaux contrôlant les rapports sociaux, qui viennent s'ajuster au trumpisme avec [la décision de Meta de se débarrasser des vérificateurs de faits](#), et leur intelligence artificielle s'imposant à toute la production sociale comme indispensable à la compétitive hausse de la productivité... ce qui n'est pas encore démontré contrairement à son caractère énergivore même si l'IA alimente la spéculation boursière malgré l'essoufflement de la croissance.

Faire valoir le bien-être supérieur d'une société de solidaire décroissance matérielle

La guerre idéologique que doit mener Québec solidaire contre l'extractivisme tant historique des hydrocarbures comme celui nouveau de l'illusoire tout-électrique passe, pour débloquer les consciences de la peur des pénuries de temps de guerre, par faire valoir le bien-être supérieur d'une société de solidaire décroissance matérielle. Ce tournant révolutionnaire devant être imposée sans pitié aux très riches (1%) et drastiquement aux riches (10%) mais certainement pas aux plus pauvres — 50% de la population mondiale et plus ou moins 20% de celle des pays anciennement industrialisés — qui ont besoin de consommer plus mais autrement et solidairement par le recours au logement et au transport collectifs tout comme à la saine alimentation bon marché. Quant à la majorité dite souvent classe moyenne des pays du vieil impérialisme et à celle minoritaire des pays dépendants — en fait le peuple travailleur prolétaire et petit-bourgeois — elle n'a rien à perdre que ses chaînes de l'énergivore, individualiste et aliénante consommation de masse en faveur d'une consommation solidaire au bien-être supérieur.

On qualifie plus abstraitement d'écosocialiste cette société pour faire valoir son caractère anticapitaliste en ce sens qu'elle est incompatible avec la croissance infinie appelée par la loi de la compétition entre capitaux imposant à chaque entreprise la maximisation du profit conduisant à l'accumulation capitaliste à tendance exponentielle. Le généralisé transport actif et en commun public, avec un complément d'autopartage communautaire, remplace avantageusement le véhicule privé dans des quartiers et villages « 15 minutes » de collectifs logements sociaux et écoénergétiques pour tout le monde et entremêlés de jardins communautaires et de parcs nature. Cette nouvelle urbanité se reliera à la ruralité par des trajets courts afin d'assurer la souveraineté alimentaire basée sur l'agriculture écologique et comprendra le minimum nécessaire d'industries sans obsolescence programmée et avec mode de production durable, facilement réparable et circulaire.

Le peuple québécois, s'il est internationaliste, peut être un grand peuple

Le petit peuple québécois, qui pourrait être un grand peuple s'il se faisait l'avant-garde de la révolution écosocialiste mondiale. Car cette révolution sera mondiale du seul fait que ce sont ses causes, le capitalisme néolibéral reposant sur une poignée de transnationales financiarisées opérant des chaînes de valeur internationales, et ses effets, les gaz à effet de serre se répandant dans toute l'atmosphère terrestre. Tout en connaissant dans sa chair l'exploitation et l'oppression nationale, le peuple québécois a la nécessaire marge de manœuvre politique — en Québec solidaire s'il le veut — économique — il n'est pas encore réduit à la lutte pour la survie. Il a particulièrement la marge énergétique de par son hydro-électricité amplement suffisante dans un contexte de croissance matérielle sans chambouler la nature par un ruineux ajout de 50% en barrages et en parcs éoliens sur les territoires des peuples autochtones qu'on tente de soudoyer.

Côté internationaliste, [les sondages disent](#) que le peuple québécois est moins xénophobe et raciste qu'ailleurs au Canada. L'afflux prévisible par tous les [chemins Roxham](#) de l'immigration fuyant [la barbare répression trumpienne](#) mettra sérieusement à l'épreuve cet apparent « moins pire » identitarisme. Il revient à Québec solidaire et aux responsables syndicaux et populaires de préparer le terrain en canardant la mesquine CAQ (et PQ) et les hypocrites Libéraux fédéraux pour qu'ils se dotent de généreuses politiques d'accueil qui permettent d'intégrer rapidement, donc sans discrimination, ces nouvelles Québécoises et ces nouveaux Québécois. Ainsi pourront-ils participer de plein pied à la transition vers une société de croissance matérielle, transition qui peut se faire pour l'essentiel en une dizaine d'années. Après tout, s'est accomplie en deux ou trois ans la transition de l'économie canadienne pour la Deuxième guerre mondiale, transition planifiée sous un

gouvernement s'associant le grand capital. Comme quoi les stratèges de la haute bourgeoisie savent parfaitement que le « marché » est incapable d'effectuer le grand tournant requis par une profonde crise.

Des tâches pour une société de « soin et de lien » assurant le plein emploi écologique

Les tâches pour accomplir ce tournant ne manquent pas. Il y a un stock de logements et autres bâtisses récupérables à mettre à niveau écoénergétique c'est-à-dire avec pratiquement une consommation nulle d'énergie. Il y a à construire un réseau de transport collectif jusqu'au moindre village qui soit fréquent, confortable, électrifié et, en tant que service public, gratuit. Parlant de services publics actuellement dépourvus de la main d'œuvre nécessaire pour lesquels il faut non une décroissance mais une croissance fulgurante, la force de travail immigrante sera au rendez-vous comme elle l'a été comme « travailleurs et travailleuses essentielles » durant la pandémie. C'est cette combinaison de draconienne décroissance matérielle et de radicale croissance des services publics qui génère une solidaire société de « soin et de lien », des gens comme de la terre-mère, à la fois accueillante aux damné-e-s de la terre et décollée de la menace trumpienne de l'asphyxie économique par une guerre des tarifs ou autrement.

Le peuple québécois n'a pas à rester isolé face à cette résistance à l'impérialisme étatsunien fascisant. Il doit tendre la main aux peuples du monde à commencer par ceux canadien, européen et des Amériques qui ont aussi à résister à l'ogre tout en luttant contre leurs gouvernements prêts à se soumettre comme les nôtres et à nos dépens. Le chômage tant craint par ces syndicats industriels qui opposent emplois et environnement, il sera au rendez-vous s'ils s'associent dans la concertation nationaliste aux gouvernements capitulards. Par contre, la solidaire société de décroissance matérielle donne lieu à un plein emploi écologique comblant strictement de réels besoins sociaux dans le respect des grands équilibres écologiques par le partage équitable des emplois entre tous et toutes grâce à la réduction du temps de travail. Cette réduction à gagner par les luttes sociales est d'autant plus nécessaire qu'elle donne au peuple-travailleur le temps requis pour pleinement participer, de bas en haut, à la planification démocratique de la nouvelle économie.

Marc Bonhomme, 12 janvier 2025

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca